



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Malgré le CNR, aucune solution : l'hôpital se meurt

Question écrite n° 10354

Texte de la question

M. Damien Maudet interroge M. le ministre de la santé et de la prévention sur la situation de l'hôpital public. Six mois après un projet de loi de financement de la sécurité sociale passé au forceps, à coups de 49.3, on aborde encore et toujours la crise de l'hôpital public. En vérité, ce n'est plus une simple crise, on peut aujourd'hui parler de l'effondrement du système hospitalier français. Face à l'entêtement du Gouvernement, M. le député parlait à M. le ministre d'Emma, à Saint-Louis, qui lui expliquait : « Je suis arrivée il y a 3 mois et je suis déjà une des plus vieilles du service. Je suis déjà fatiguée, douleurs au dos, j'ai commencé à voir une psy. ». M. le ministre faisait la sourde oreille et Emma partait en *burn-out* quelques semaines plus tard. Depuis, que s'est-il passé ? En janvier 2023 : à Autun, en Saône-et-Loire, c'est la maternité qui ferme définitivement. À Cergy, dans le Val-d'Oise, on ferme l'hôpital psychiatrique. À Cavaillon, dans le Vaucluse, à Thonon, en Haute-Savoie, à Laval, en Mayenne : on ferme les urgences la nuit. En février 2023, c'est à Châteauroux, dans l'Indre, où l'on ferme définitive de l'unité de soins continus. Fermeture des urgences pédiatriques à Saintes, en Charente-Maritime. Les fermetures des urgences de nuit se poursuivent à Giens, en Centre-Val-de-Loire, à Bergerac, en Dordogne, à Vénissieux, dans le Rhône. L'hécatombe se poursuit en mars 2023. Cette fois-ci, c'est la fermeture du service de médecine à Neufchâtel-en-Bray, en Seine-Maritime. Mais aussi la fermeture nocturne des urgences pédiatriques à Nantes, en Loire-Atlantique. Et toujours des fermetures d'urgences la nuit au Bailleul, en Sarthe, à Valence, dans la Drôme ou à Issoudun, dans l'Indre. Avril 2023, toujours la même catastrophe pour les concitoyens. Fermeture d'une maternité à Sarlat, en Dordogne. Fermeture de de la moitié de l'hôpital psychiatrique à Cadillac, en Gironde. Les services d'urgences ferment les uns après les autres la nuit, à Feurs, en Rhône-Alpes, à Ancenis, en Loire-Atlantique, à Val-de-Briey, en Meurthe-et-Moselle. Mais tous ces exemples ne vous apprennent rien. Vous saviez déjà ce qui allait se passer puisque c'est le projet politique du Gouvernement. Quand la Fédération hospitalière de France explique qu'il faut augmenter le budget de l'hôpital de 5 milliards d'euros, juste pour couvrir les besoins, sans rien améliorer et que M. le ministre donne à l'hôpital 4 milliards, c'est qu'il fait une économie d'1 milliard d'euros sur l'hôpital qui va déjà mal. Alors que l'hôpital s'effondre, qu'il faudrait un grand plan d'investissement, tous les ans, le Gouvernement demande à l'hôpital public de réaliser des économies, de réduire ses dépenses. Tous les ans, il demande à l'hôpital de creuser un peu plus sa propre tombe. M. le ministre a passé les 7 derniers mois à consulter : 7 mois durant lesquels il disait que le Conseil national de la refondation allait tout régler. Le résultat ? Une véritable « boîte à outils », dans laquelle tout le monde pourra venir chercher. Quels sont ces outils ? On y retrouve l'éternelle solution miracle de M. le ministre : si on a un problème, il suffit d'appeler le 15 ! Mais qui se cache derrière le 15 ? Les assistants de régulation médicaux, que M. le député est allé voir. Ils étaient en grève et François lui expliquait : « On a reçu 700 appels depuis minuit, mais nous ne sommes que 3. Ce matin, on avait 11 appels qui étaient en attente, mais sur ces 11 appels, vous ne savez pas avant de les prendre s'il y en a un qui est urgent. De toute façon, si quelqu'un nous appelle maintenant pour un arrêt cardiaque dans le centre-ville, il n'y a aucun médecin disponible pour s'en occuper ». Plus personne ne vous prend au sérieux : voilà ce que dit le docteur Salachas de la Pitié-Salpêtrière à propos du CNR: « C'est encore une fois une sorte de mesure de consultation qui accouche d'une souris. Avec tous ces plans successifs, on va bientôt pouvoir faire un élevage de souris ». Victor Hugo, en son temps, interpellait les prédécesseurs de M. le ministre, dans cette même Assemblée, avec une célèbre anaphore. Aujourd'hui, elle pourrait s'appliquer. M. le ministre n'a rien fait tant que les soignants

continuent à partir par centaines pour *burn-out*. Il n'a rien fait tant que des patients meurent sur des brancards faute de soignants pour s'occuper d'eux. Il n'a rien fait tant que des services d'urgences continuent à fermer. Il n'a rien fait tant que des enfants sont intubés dans les couloirs faute de place. Il n'a rien fait, tant que dans les circonscriptions, les députés sont interpellés par des gens qui disaient à M. le députés il y a quelques semaines : « Quand je rentre chez moi, j'ai envie de me foutre en l'air ». M. le ministre n'a rien fait, mais en réalité il ne fera rien, car son projet est tout autre. C'est Emmanuel Macron qui le livrait, dans une petite phrase dont il a le secret : « On est dans une période où on refonde, on est en train de réinventer un modèle, c'est plus dur à faire quand tout n'a pas été détruit ». « Tant que tout n'a pas été détruit » : le voilà le projet du Gouvernement. M. le ministre assume-t-il cette destruction du système de santé ? Est-il capable de le dire aux soignants, aux Français ? Est-il prêt, lui l'ancien hospitalier, lui l'ancien syndicaliste, à être celui qui signera le certificat de décès de l'hôpital public ? Il lui demande une clarification à ce sujet.

Données clés

Auteur : [M. Damien Maudet](#)

Circonscription : Haute-Vienne (1^{re} circonscription) - La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 10354

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Santé et prévention

Ministère attributaire : [Santé et prévention](#)

Date(s) clé(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 1er janvier 2024

Question publiée au JO le : [25 juillet 2023](#), page 6959

Question retirée le : 11 juin 2024 (Fin de mandat)